

à l'attention de Monsieur Edouard Geffray,
Ministre de l'Education nationale,
110 rue de Grenelle
75357 PARIS SP 07

Objet : Retrait du Guide « *Acculturer les jeunes à la défense* »

Monsieur le ministre,

La FNEC FP-FO a pris connaissance du guide édité par le ministère de l'Éducation nationale en novembre 2025, intitulé « *Acculturer les jeunes à la défense* » et adressé « *à l'ensemble de la communauté éducative, aux armées et à leurs partenaires engagés dans le développement du lien Armée-Jeunesse et la diffusion de l'esprit de défense* ».

Nous souhaitons par ce courrier vous faire part de notre profonde inquiétude et de nos revendications concernant ce document ainsi que la politique actuellement menée par le ministère au sein de l'École au nom de l'Education à la défense.

En effet, la publication de ce guide sur le site Eduscol et sa diffusion auprès des personnels interviennent dans un contexte international marqué depuis près de quatre ans par une escalade guerrière qui ne cesse de s'accélérer, avec la guerre menée par la Russie en Ukraine, la guerre génocidaire de l'État israélien contre le peuple palestinien, la guerre au Soudan... Dernièrement, l'offensive militaire américaine au Venezuela, avec le bombardement de sa capitale Caracas et l'enlèvement du président Maduro, dans la nuit du 2 au 3 janvier, a marqué le franchissement d'un cran supplémentaire dans cette escalade menaçant la paix dans le monde entier.

La publication de ce guide s'inscrit également dans le cadre de la Revue Nationale stratégique 2025 qui, partant de « *la permanence d'une menace russe, aux frontières de l'Europe* » nécessitant le « *réarmement moral de la nation* », préconise d' « *acculturer près de dix millions de jeunes de 13 à 25 ans aux enjeux de défense et de sécurité nationale* ».

Elle fait écho aux déclarations du général Mandon, Chef d'état-major des armées, au congrès de l'association des maires de France, le 18 novembre 2025, expliquant que notre pays devait être « *prêt à accepter de perdre ses enfants* ».

Ainsi, le guide invite les personnels de l'Éducation nationale, en plus des dispositifs existants et qui ne cessent de se développer comme les classes « *Défense* », et afin de favoriser le contact des élèves avec des militaires « *et plus largement des corps en uniforme* », à se saisir des stages de « *découverte*

professionnelle » des classes de troisième et seconde, ainsi que les périodes de formation en milieu professionnel (PFMP) des classes de Bac professionnel et de CAP permettant de proposer « *une imprégnation plus immersive* ».

Dans le même temps, les propositions de formations à la défense se multiplient à l'attention des professeurs. Ainsi, les professeurs d'Histoire-Géographie de l'académie de Normandie ont-ils été invités à des conférences sur des sujets tels que « *Le soldat augmenté : peut-on devenir toujours plus performant ?* » ou « *Manipulation de l'information : la guerre cognitive aura-t-elle lieu ?* », animée par un officier de l'état-major des armées.

Autrement dit, l'école n'aurait plus pour mission principale d'instruire les élèves, mais de leur inculquer la culture militaire, et n'importe quel personnel, volontaire ou non, pourrait désormais être mis à contribution pour diffuser la propagande des armées et embrigader les élèves à travers l'organisation des stages « *découverte professionnelle* » au collège, et des PFMP en lycée professionnel.

Force est de constater, en effet, que tandis que le PLF que le gouvernement envisage d'imposer par le recours à l'article 49.3 de la constitution prévoit d'augmenter de 7 milliards d'euros les dépenses d'armement, l'École, comme l'ensemble des services publics, se voit imposer une cure d'austérité sans précédent, et que les ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de Jeunesse et Sports, multiplient les partenariats avec l'armée et d'embrigadement de la jeunesse.

La ministre des armées vient de présenter le nouveau service militaire « *volontaire* », qui sera « *valorisé* » en crédits ECTS dans le parcours universitaire, et dont le calendrier pour candidater sera calé sur celui de Parcoursup. Le 26 janvier, une conférence est programmée à la Sorbonne par le général Mandon, chef d'Etat major des armées dans le cadre d'une « *leçon inaugurale* » intitulée « *Révolution et changements dans les affaires militaires* ».

Notre Fédération, pour sa part, avec la Confédération FO, ne cesse de se prononcer et d'agir pour la sauvegarde de la paix et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour le cessez-le-feu en Ukraine, en Palestine et partout dans le monde, pour l'arrêt du génocide des Palestiniens, pour l'arrêt des livraisons d'armes. Elle condamne aujourd'hui l'agression militaire américaine contre le Venezuela dont les objectifs de pillage des ressources pétrolières et de remise en cause de la souveraineté nationale sont clairement assumés par le président Trump.

De même, notre Fédération est profondément attachée à la mission d'instruction qui fonde l'École publique dans notre pays. À ce titre, elle refuse toute mesure tendant à militariser l'École dont le rôle n'est pas de préparer nos élèves, nos étudiants à la guerre, et considère que la propagande militaire, sous quelle forme que ce soit, n'a pas sa place au sein des écoles, collèges, lycées et lycées professionnels comme au sein de l'Université.

C'est pourquoi nous vous demandons de retirer ce guide « *Acculturer les jeunes à la défense* », et de mettre fin aux dispositifs d'embigadement des élèves comme les « classes défense », les rallyes citoyens etc.

Enfin, notre fédération demande toujours l'abandon de Parcoursup, algorithme rejeté par les personnels, les élèves et les familles, qui chaque année empêche des dizaines de milliers de bacheliers d'accéder à la filière de leur choix. Il est inacceptable que les recalés de Parcoursup deviennent la cible du recrutement par le gouvernement pour le Service militaire.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, la FNEC FP-FO vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de sa haute considération.

Clément Poulet, secrétaire général de la FNEC FP-FO

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Clément Poulet".